

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Maître d'ouvrage :

**Centre Hospitalier Loire Vendée Océan - site de
Challans**

**Mise en conformité de chaufferies et du local
groupe électrogène**

Affaire n° 2023_TRX_LVO_022

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Ce document comprend 35 pages numérotées de 1 à 35

TABLES DES MATIERES

ARTICLE 1.	Objet du marché	3
ARTICLE 2.	Pièces contractuelles.....	3
ARTICLE 3.	Mode de passation.....	4
ARTICLE 4.	Décomposition du marché	4
ARTICLE 5.	Identification des intervenants	4
ARTICLE 6.	Groupement momentané d'entreprises – Sous-traitance.....	5
ARTICLE 7.	Clauses sociales	6
ARTICLE 8.	Clauses environnementales	7
ARTICLE 9.	Assurances	8
ARTICLE 10.	Ordres de service	9
ARTICLE 11.	MODIFICATIONS DU MARCHE	10
ARTICLE 12.	Marchés similaires	11
CHAPITRE B :	PRIX ET REGLEMENT.....	12
ARTICLE 13.	Contenu des Prix	12
ARTICLE 14.	Caractéristiques des prix	12
ARTICLE 15.	Forme de prix.....	13
ARTICLE 16.	Règlement des comptes	14
ARTICLE 17.	Clauses de financement et de sûreté	16
CHAPITRE C :	DELAIS	17
ARTICLE 18.	Délais - Retenues - Pénalités	17
CHAPITRE D :	REALISATION DES OUVRAGES	22
ARTICLE 19.	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux	22
ARTICLE 20.	Implantation des ouvrages.....	23
ARTICLE 21.	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – vérification préalable	23
ARTICLE 22.	Organisation et exécution des travaux	23
ARTICLE 23.	Contrôle et réception des travaux.....	30
CHAPITRE E :	DISPOSITIONS DIVERSES	34
ARTICLE 24.	Résiliation	34
ARTICLE 25.	Nantissement.....	34
ARTICLE 26.	Clause attributive de juridiction.....	34
ARTICLE 27.	Dérogation aux documents généraux.....	34

CHAPITRE A : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de mise en conformité de chaufferies et du local groupe électrogène au Centre Hospitalier Loire Vendée Océan.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) de chaque lot.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG Travaux, au sens du présent document, le « maître d'ouvrage » est l'établissement pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre d'un marché de travaux. Le Maître d'ouvrage de l'opération est cité en page de garde. Il est représenté par Monsieur Francis SAINT-HUBERT, Directeur général.

Les travaux sont à réaliser sur le site suivant :

- Chaufferie et local groupe électrogène sur le site principal de Challans 85300, boulevard Guérin
- Et en complément pour le lot 7 « flocage », les chaufferies des bâtiments EHPAD Arc En Ciel et du Centre de Cure Médical à Machecoul 44270, boulevard de Gondy

Les travaux seront exécutés jusqu'au parfait achèvement de l'ouvrage, et en conformité avec les règles de l'art, les normes, DTU et du cahier des prescriptions communes applicables aux marchés des travaux du bâtiment.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses éventuelles annexes dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable à chacun des lots ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- les plans, carnets de détails et documents graphiques ;
- le devis ; Celui-ci ne sera considéré que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le Maître de l'Ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par le titulaire.
- le mémoire technique du titulaire et réponses éventuellement apportées aux questions posées lors de l'analyse des offres ;
- Le Plan général de coordination simplifié ;
- Les comptes rendus de chantier établis par la maîtrise d'œuvre postérieurement à la notification du marché ;

- les comptes rendus établis par le coordonnateur OPC postérieurement à la notification du marché ;
- Le rapport initial du bureau de contrôle technique ; et la fiche examen sur RICT
- Le dossier technique amiante (DTA) ;
- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux (RAAT) ;
- Le rapport dit « quadriennal » de vérification périodique des installations électriques

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

ARTICLE 3. MODE DE PASSATION

Le présent marché de travaux est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1°.

ARTICLE 4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Allotissement

Les travaux sont répartis en 7 lots, définis comme suit :

N° Lot	Intitulé
1	Désamiantage
2	VRD
3	Maçonnerie
4	Serrurerie Métallerie
5	CVC plomberie
6	Electricité
7	Flocage

ARTICLE 5. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

5.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération relative aux travaux faisant l'objet du présent marché est assurée par la Direction des Ressources Matérielles et du Patrimoine, Service Travaux du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan.

Monsieur Christian YOU

Tél : 02.51.49.50.45

E-mail : christian.you@ght85.fr

5.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre relative aux travaux faisant l'objet du présent marché est assurée par la Direction des Ressources Matérielles et du Patrimoine, Service Travaux du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan.

Monsieur Christian YOU

Tél : 02.51.49.50.45

E-mail : christian.you@ght85.fr

5.3 Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C)

La mission OPC est assurée par la Direction des Ressources Matérielles et du Patrimoine, Service Travaux du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan.

Monsieur Christian YOU

Tél : 02.51.49.50.45

E-mail : christian.you@ght85.fr

5.4 Contrôle technique (C.T.)

Le contrôleur technique des travaux faisant l'objet du présent marché aura à sa charge les missions suivantes :

☒ Les missions de base L (solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables) et S (conditions de sécurité des personnes dans les constructions)

Les missions complémentaires suivantes :

☒ LE (solidité des existants)

☒ ENV (environnement)

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

Le contrôle technique est assurée par :

SOCOTEC

83 rue Benjamin Franklin – CS 70039 – 85036 La Roche Sur Yon

Responsable d'affaire :

Matthieu Bouyer

Tél : 06 27 76 90 76

Courriel : matthieu.bouyer@socotec.com

5.5 Coordination Sécurité – Protection de la santé (C.S.P.S.)

Une mission de coordination Sécurité – Protection de la Santé relative aux travaux faisant l'objet du présent marché est en cours de consultation. Le titulaire sera informé lors de la notification du marché du coordinateur SPS retenu.

Les obligations découlant pour le titulaire de l'existence d'une mission de coordination Sécurité-Protection de la Santé sont définies au point 22.6 du présent CCAP.

ARTICLE 6. GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES – SOUS-TRAITANCE

6.1 Cotraitance

Le mandataire du groupement est désigné à l'acte d'engagement.

6.2 Sous-traitance

Les sous-traitants ne peuvent intervenir sur un chantier que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial signés des deux parties, conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles R2193-1 et R2193-2 du code de la commande publique. Le sous-traitant doit avoir en outre, le cas échéant, adressé

les documents visés à l'article 3.6 premier alinéa du CCAG travaux dans un délai d'au moins vingt et un jour (21) précédant le démarrage de son intervention.

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément préalables des conditions de paiement du/des sous-traitants(s), conformément aux conditions posées par l'article 3.6. du CCAG Travaux.

La sous-traitance indirecte est également autorisée selon les modalités fixées par l'article 3.6. du CCAG Travaux.

L'acceptation d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande préalable en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acte spécial de demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est établi conformément au modèle DC4 et doit être remis signé conjointement par le sous-traitant et par le titulaire. Dans cette déclaration, il est demandé à ce que les travaux sous-traités soient présentés selon la même décomposition que celle du titulaire et libellés de manière suffisamment explicite pour identifier clairement les travaux effectués par le sous-traitant.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

ARTICLE 7. CLAUSES SOCIALES

7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail du pays dans lequel les travailleurs sont employés. Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

7.2 Qualification de la main d'œuvre employée

Le titulaire devra employer sur le chantier une main d'œuvre possédant la qualification correspondant à la catégorie de travaux qui lui est confiée.

Sur requête du maître d'œuvre, le titulaire sera tenu de présenter les pièces attestant de la qualification des personnes employées sur le chantier.

Il devra avoir en permanence sur le chantier un représentant qualifié désigné comme chef de chantier, capable d'assurer l'encadrement de son personnel ouvrier, de ses sous-traitants éventuels et la bonne exécution des travaux.

A la demande du maître d'œuvre, le titulaire devra remplacer la main d'œuvre jugée insuffisamment qualifiée sans que ceci ne l'autorise à bénéficier d'un allongement des délais contractuels.

Le titulaire devra satisfaire aux demandes analogues formulées par le maître d'ouvrage.

7.3 Attestations relatives à la réglementation du travail

Le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- l'attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois, dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Lorsque le titulaire est établi ou domicilié à l'Etranger, une attestation sur l'honneur du respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque ces conventions

ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main d'œuvre est employée, conformément aux dispositions de l'article 6.1. du CCAG Travaux.

Les éventuels sous-traitants du titulaire s'obligent à fournir les mêmes attestations.

A défaut de production de l'une ou l'autre de ces attestations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse, à moins qu'il ne soit décidé d'en poursuivre l'exécution à ses frais et risques conformément aux dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux.

7.4 Respect des droits de l'homme au travail

En application de l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu au respect :

- Des huit conventions fondamentales de l'OIT sur les droits de l'Homme au travail ;
- De la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, dans le cas où le titulaire est une entreprise ciblée par la loi concernée ;
- Les principes directeurs des Nations unies « Droits de l'Homme et entreprises » ;
- L'article L.2112-3 du code de la commande publique.

A ce titre, et sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire est tenu de communiquer :

- Soit son plan de vigilance et le rapport de suivi et de mise en œuvre dans le cas où le titulaire est soumis à la loi n° 2017-399 susmentionnée ;
- Soit sa démarche en matière de prévention et de gestion des risques d'atteinte aux droits de l'homme dans ses chaînes d'approvisionnement mobilisées dans le cadre du marché
- Les moyens de preuve à l'appui des actions présentées au titre de sa démarche de vigilance, le cas échéant.

Le titulaire s'engage à faire part au maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée pour la bonne exécution de la présente clause.

ARTICLE 8. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

8.1 Emballages pour transports de déchets amiantés

Les emballages pour le transport des déchets amiantés devront être spécifiques et adaptés au transport de marchandises dangereuses conformément à la réglementation ADR (emballage, étiquetage, scellé numéroté...).

8.2 Gestion des déchets

Le titulaire a l'obligation de fournir toutes les informations nécessaires à la mise en place de la gestion des déchets, de sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération et de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge.

Par ailleurs, le titulaire a l'obligation de trier les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchet. A ce titre, le titulaire, sur demande du maître d'ouvrage, transmettra une note décrivant l'organisation du stockage des déchets sur le chantier et définira notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets. Le type et la taille des différents contenants seront déterminés de manière à trier les déchets à la source. Le cas échéant, l'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Coordinateur Sécurité Protection Santé.

ARTICLE 9. ASSURANCES

9.1 Assurances du titulaire

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier :

- D'une assurance de responsabilité civile professionnelle ;
- D'une assurance de responsabilité civile décennale pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

En application de l'article 8 du CCAG Travaux, et en cas de défaut de production des attestations dans le délai susvisé, le marché pourra être résilié conformément aux articles 50 et suivants du CCAG Travaux, sans indemnisation.

9.1.1 Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Il appartient au titulaire de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Dans l'hypothèse d'une dévolution des travaux à un ou plusieurs groupements, chaque mandataire de groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

Le titulaire, y compris ses sous-traitants, devra produire dans le mois qui suit la notification du marché, ainsi qu'une fois par an, en début d'année civile, pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police
- date d'effet, période de validité,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.
- montants des garanties accordées par nature.

Ce document devra être établi, daté et signé par la Compagnie d'assurance du titulaire.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

9.1.2 Responsabilité civile décennale

Le titulaire est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Le titulaire, y compris ses sous-traitants, devra produire dans le mois qui suit la notification du marché, l'attestation d'assurance correspondante valide à la date d'ouverture de chantier et comportant les informations précises suivantes :

- Identité de la compagnie d'assurance,
- Numéros de police

- Date d'effet, période de validité,
- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire,
- Garantie légale à propos des ouvrages de bâtiment pour les entreprises titulaires,
- Garantie de base relative aux désordres de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 1792.2 du Code Civil accordée selon le régime de la capitalisation pour les entreprises sous-traitantes,
- Montants des garanties légales accordées par nature.

Cette attestation devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance de l'entrepreneur.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

9.1.3 Assurances du maître d'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 10. ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage, ce dernier assurant la maîtrise d'œuvre. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de services sont notifiés conformément à l'article 3.1 du CCAG Travaux.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le titulaire visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Les observations sont notifiées au maître d'ouvrage.

L'Ordre de Service relatif à des travaux sous-traités sera adressé au mandataire qui a seul qualité pour présenter des réserves. Il en sera de même dans le cas d'un groupement d'entreprises.

Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, le processus d'élaboration de cette décision et de l'ordre de service associé est le suivant :

- le maître d'œuvre modifie, en tant que de besoin, le dossier d'études de projet afin d'intégrer les conséquences de la demande de modification,
- après consultation de l'entreprise (demande de devis), le maître d'œuvre vérifie et si nécessaire corrige les devis de travaux modificatifs établis, à sa demande ou à la demande du Pouvoir adjudicateur, par l'entrepreneur, puis il transmet ces devis, éventuellement assortis des observations qu'il jugerait opportunes (justification de l'opportunité des travaux modificatifs), au conducteur de l'opération désigné à l'article 1.2.2 *supra*,

- le maître d'œuvre établit à l'attention du maître d'ouvrage une fiche de travaux modificatifs afin d'obtenir sa validation et afin qu'il décide du principe de réalisation des travaux modificatifs en fonction de leur incidence financière. Le chargé d'opération informe le maître d'œuvre de la suite réservée à la proposition modificative.
- Le maître d'œuvre établit, enregistre, signe et notifie la décision de réalisation des travaux modificatifs et le prix global et forfaitaire correspondant à l'entrepreneur. La fiche de travaux modificatifs signée par le maître d'ouvrage vaut ordre de service. Cette modification peut être directement prescrite par une clause modificative en lieu et place de l'ordre de service.

ARTICLE 11. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

En application de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le périmètre du présent marché pourra être modifié soit à l'initiative du CHD Vendée, soit à l'initiative du titulaire.

11.1 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant dans les cas prévus au présent article.

Peut faire l'objet d'une clause de réexamen la cession de marché sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
- Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de la clause de réexamen lui sera transmise également.

11.2 Clause modificative

11.2.1 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

11.2.2 Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

11.2.3 Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

11.2.4 Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 15% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le maître d'ouvrage prend en compte le montant cumulé.

Dans les 4 cas prévus ci-dessus, une clause modificative sera rédigée par le maître d'ouvrage et signée par les parties contractantes.

ARTICLE 12. MARCHES SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage, se réserve la possibilité de réaliser des marchés similaires au titre de l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

CHAPITRE B : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 13. CONTENU DES PRIX

13.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire du groupement titulaire, à ses cotraitants ainsi qu'à leurs sous-traitants.

13.2 Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux.

Outre les dépenses mises à la charge du titulaire par les différents articles du CCAG Travaux (notamment par les articles 9.1, 31.1., 31.4, 35.1 et 37.1 du CCAG Travaux), sont réputées couvertes par les prix les dépenses suivantes :

- quand il est ordonné, constat contradictoire d'huissier de l'état existant du site vis à vis des tiers, dès la prise de possession des lieux,
- frais liés au remplacement de tout matériel dérobé,
- temps de présence du titulaire pour les réunions de chantier, ainsi que les réunions de préparation du chantier.

ARTICLE 14. CARACTERISTIQUES DES PRIX

Avertissement : Les pièces constitutives du marché renseignent le titulaire sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions et leurs emplacements mais cette description n'a pas de caractère limitatif, l'entrepreneur devant exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception, tous les travaux qui sont indispensables pour l'achèvement complet des travaux, conformément aux règles de l'art.

Le marché est conclu à prix global forfaitaire.

Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée et toutes taxes comprises. Le taux de TVA est donné à titre indicatif, le règlement s'effectuant au taux en vigueur à la date du fait générateur.

A noter que les prix unitaires du DPGF servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels.

Le titulaire est réputé s'être assuré de la justesse du quantitatif avant la remise de son offre, aucune réclamation de sa part ne pouvant être prise en compte après la signature du marché

14.1 Décomposition et sous-détails de prix

La décomposition d'un prix forfaitaire est présentée sous la forme d'un détail évaluatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant.

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander les pourcentages de ces prix correspondant aux frais généraux, impôts et taxes par ordre de service.

ARTICLE 15. FORME DE PRIX

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation fixée au 0 ci-après.

La révision est opérée selon une périodicité mensuelle.

15.1 Mois d'établissement des prix initiaux

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au premier jour du mois précédant celui de la date limite de remise des offres finales. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

Si des prix nouveaux devaient être intégrés au marché par voie de clauses modificatives ou clauses de réexamen (modifications du marché public en cours d'exécution), à défaut pour le titulaire de proposer des prix nouveaux établis sur la base des conditions économiques en vigueur applicables aux prix initiaux, le Pouvoir adjudicateur appliquera à ces prix nouveaux, avant conclusion de ces clauses, une formule de révision « inversée » permettant de rétablir ces conditions économiques.

15.2 Choix des index de référence

L'index de référence I, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est calculé, pour chacun des lots, à partir des indices nationaux relatifs au Bâtiment et aux Travaux Publics publiés respectivement par le ministère en charge de l'équipement et au moniteur des travaux publics, pondérés suivant le cas et donné dans le tableau suivant :

Lot	Désignation	Index de référence I
Lot n° 1	Désamiantage	BT 01
Lot n° 2	VRD	TP 10a
Lot n° 3	Maçonnerie	BT 03
Lot n° 4	Serrurerie Métallerie	BT 42
Lot n° 5	CVC plomberie	0.50 BT38 + 0.50 BT40
Lot n° 6	Electricité	BT 47
Lot n° 7	Flocage	BT 01

15.3 Formule de variation des prix

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse par application à ceux-ci d'un coefficient de révision donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,55 + 0,45 (Im-3/ Io)$$

Dans laquelle :

Cr= coefficient de révision du prix initial

Io = index mentionné à l'article 15.2 du mois Mo,

Im -3 = index 0 du mois M moins 3 mois de réalisation des travaux.

Lorsque la valeur du ou des indices, permettant le calcul de l'index de référence I au mois m, n'est pas connue lors de la remise du projet d'acompte correspondant, il est procédé à une révision provisoire sur la base de la dernière valeur du ou des indices publiés.

Dans ce cas, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive qui intervient sur le premier acompte suivant la parution de la valeur du ou des indices correspondants.

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

ARTICLE 16. REGLEMENT DES COMPTES

16.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique, éventuellement, ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants et l'acte spécial ce qui doit être réglé aux sous-traitants ayant droit au paiement direct.

16.2 Formes particulières de remise des projets de décomptes mensuels et final

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet au maître d'œuvre un projet de décompte, comprenant l'état d'avancement des travaux et les sommes auxquelles il peut prétendre, du fait de leur exécution, depuis la notification du marché.

Après acceptation par le maître d'œuvre, le projet de décompte mensuel, éventuellement modifié, devient le décompte mensuel. Le maître d'œuvre établit alors l'état d'acompte mensuel, qui est notifié au titulaire et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Dans le cas où le projet de décompte serait modifié par le maître d'œuvre, ce dernier retournera au titulaire pour information, une copie du décompte modifié et de la demande de paiement d'acompte correspondante.

Le règlement relatif aux approvisionnements n'étant pas prévu, aucune part ne pourra figurer dans les acomptes.

Le titulaire établira concurremment à son projet de décompte afférent au dernier mois d'exécution des travaux, ou à la place de ce projet, le projet de décompte final.

16.3 Décompte général - solde

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qu'il transmet au maître d'ouvrage. Après acceptation par ce dernier, ce projet devient le décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire dans les conditions précisées à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

16.4 Paiement des cotraitants d'un groupement

Le règlement des sommes dues aux cotraitants groupés est effectué conformément à l'article 11.6 du CCAG Travaux.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique si le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou solidaire. A défaut d'indication, le paiement sera individualisé conformément à l'article 10.7 du CCAG Travaux.

Dans le cas d'un paiement individualisé, le mandataire indique sur son projet de décompte la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque cotraitant concerné.

La signature, par le titulaire mandataire, du projet de décompte vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer directement à chaque cotraitant compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévus à l'acte d'engagement.

16.5 Rémunération des sous-traitants à paiement direct

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionné ci-dessus pour donner son accord ou notifier un refus d'une part au sous-traitant et d'autre part au maître d'ouvrage.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions mentionnées ci-dessus ou qu'il dispose de l'avis postal

attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation CHORUS, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la date de dépôt du sous-traitant pour formuler son acceptation ou son refus.

16.6 Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire en exécution de son marché seront payées, par virement administratif, dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception du décompte correspondant par le maître d'ouvrage.

Ce délai peut être suspendu à la demande du maître d'ouvrage ou du comptable pour tout décompte présentant des anomalies en interdisant le paiement. Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Pour le paiement du solde, le délai de paiement court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général définitif établi dans les conditions fixées par le CCAG travaux.

Dans le cas où la date de réception des travaux est postérieure à la date de présentation du décompte général définitif susmentionné, le délai de paiement court à compter de la date de réception des travaux.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majoré de huit points de pourcentage.

16.7 Comptable chargé du paiement

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Trésorier des hôpitaux de la Roche sur Yon

16.8 Présentation des factures

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-5 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro du marché, à inscrire dans la colonne « Numéro de Commande »
- le numéro de SIRET (**268 504 453 00013**), qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,
- le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est : **DRM**.

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

ARTICLE 17. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

17.1 Retenue de garantie

En application de l'article R2191-32 du Code de la commande publique, une retenue de garantie est prévue au titre du présent marché pour tous les lots.

Cette retenue de garantie d'un montant de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues à l'article R2191-34 du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, constituée pour le montant total du marché, pendant toute la durée du marché. En cas de modifications du marché public en cours d'exécution postérieures à la notification du marché, elle devra être complétée dans les mêmes conditions.

Lorsque le titulaire est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, modifications du marché public en cours d'exécution compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées.

La retenue de garantie est remboursée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du code de la commande publique dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement si les éventuelles réserves ont été levées avant cette date. Dans le cas contraire la retenue de garantie sera remboursée 30 jours au plus tard après la levée de réserves.

Dans le cas où l'ouvrage fait l'objet de réceptions partielles, la libération des sûretés n'est applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

17.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué en application de l'article 10.1 - option A du CCAG Travaux (taux de 20% pour les PME, taux de 5% hors PME).

CHAPITRE C : DELAIS

ARTICLE 18. DELAIS - RETENUES - PENALITES

18.1 Délais d'exécution du marché

Le délai d'exécution du marché est de 5 mois qui se décomposent comme suit :

- 1 mois pour la période de préparation ;
- 4 mois pour le délai d'exécution de l'ensemble des travaux.

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondu.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux, l'exécution des prestations, y compris la période de préparation, commencera avec un ordre unique de service de démarrage.

Le délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier. En cas de modification de ce délai d'exécution, le nouveau planning modifié est notifié par ordre de service.

18.2 Prolongation du délai d'exécution

18.2.1 Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux

L'importance de la prolongation des délais d'exécution sera arrêtée par le maître d'ouvrage au vu d'un état justificatif détaillé présenté par le maître d'œuvre après consultation du titulaire sur la base :

- de la nature des prestations supplémentaires ;
- d'un recalage du planning d'exécution.

En complément de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'ajourner les travaux dans l'intérêt de l'activité hospitalière. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, la prolongation ou le report décidé par le maître d'ouvrage ne donnera lieu à un ordre de service que dans le cas d'une interruption cumulée, supérieure à cinq jours ouvrés. Une interruption cumulée inférieure à cinq jours ouvré se fera sur simple décision du maître d'ouvrage.

18.2.2 Intempéries

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3. du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux effectués à l'extérieur ou dans les locaux ni clos, ni couverts, seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	25 mm	1 jour
Vent	60 km/h	4 heures
Neige	5 cm	3 jours consécutifs
Gel	0°	A 8 heures sous abri

Moyenne des relevés de FRANCE METEO de La Roche sur Yon – Les Ajoncs

Les journées d'intempéries ne seront décomptées qu'au reçu de l'état mensuel de la période considérée par le titulaire, en fonction de la constatation des phénomènes naturels mentionnés ci-dessus.

La prolongation de délai devra être notifiée par ordre de service précisant la durée retenue.

18.3 Pénalités -Retenues

18.3.1 Généralités

L'ensemble des pénalités sont cumulables.

Les pénalités feront l'objet, sur simple constatation, de retenues déduites du montant des acomptes présentés par le titulaire. Le montant de ces retenues sera cumulé sur le délai global d'exécution du chantier.

Lors de l'établissement du décompte général, le montant total des pénalités sera porté au débit du titulaire.

Concernant l'application de l'ensemble des pénalités prévues au présent CCAP, **par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations ne peut être inférieur à 5 jours ouvrés.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25% du montant total hors taxes du lot concerné. Dans le cas où l'application des pénalités conduirait à excéder ce montant, une résiliation pour faute du titulaire pourra être prononcée dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

18.3.2 Pénalités pour retard

Des pénalités journalières seront appliquées en cas de retard imputable au titulaire :

- en cas de dépassement du délai d'exécution de l'ensemble des travaux du lot concerné
- en cas de dépassement des délais d'exécution partiels mentionnés dans le calendrier détaillé d'exécution et pour lesquels il est indiqué que leur dépassement donne lieu à l'application de pénalités de retard.
Dans cette hypothèse, le remboursement des pénalités sera effectué, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 19.2.5 du CCAG Travaux
- en cas de dépassement du délai imparti pour exécuter les travaux nécessaires à la levée des réserves dont a été assortie la décision de réception

La situation d'avancement des délais d'exécution par lot et un état mensuel de la constatation des retards éventuels figurent sur chaque compte rendu de chantier ; Ils constitueront les éléments justificatifs pour la mise en application des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le montant de la pénalité est fixé à :

- 1/3 000ième, de 1 à 5 jours de retard,
- 2/3 000ième, de 6 à 20 jours de retard,
- 3/3 000ième, au-delà de 20 jours de retard,

du montant du marché hors taxes, avec respectivement un minimum de 100 €, 200 € et 300 €, par jour calendaire de retard constaté.

En cas de dépassement d'un délai imparti pour exécuter les travaux ayant donné lieu à réserves, il sera appliqué une pénalité journalière de retard fixée à la plus grande des deux valeurs définies ci-après :

- 1/1000 du montant du marché HT,
- deux cent cinquante euros (250,00 €)

18.3.3 Pénalités pour absences ou retard aux réunions

Les comptes rendus de chantier qui sont adressés à l'entreprise précisent la date et l'heure de convocation et celles dont la présence est requise.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, aux réunions de préparation, à la réception des travaux et à toute convocation opérée par la maîtrise d'œuvre, une pénalité de cent (100,00) Euros sera appliquée à l'entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne n'ayant pas les compétences techniques requises ou insuffisamment au courant du chantier.

En cas de retard de plus de trente minutes aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux ou à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou par le coordonnateur SPS, une pénalité de cinquante (50,00) Euros sera appliquée à l'entrepreneur dûment convoqué.

18.3.4 Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS des infractions, sans préjudice des frais engagés par le maître d'ouvrage pour remédier aux situations ainsi créées, qui demeurent à la charge du titulaire.

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : cent cinquante (150) euros par jour de retard.
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : cent cinquante (150) euros par jour d'infraction constatée.
- Retard dans la production, la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'atelier ou de détails qui sont à la charge de l'entreprise) : cent cinquante (150) euros par jour de retard.
- Retard dans la production de sous-détails de prix, justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : cent cinquante (150) euros par jour de retard.
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : cent cinquante (150) euros par jour de retard.
- Retard dans le nettoyage du chantier : cent cinquante (150) euros par jour de retard, à compter de l'expiration du délai fixé par la maîtrise d'œuvre dans le compte-rendu de chantier.
- Défaut d'évacuation du matériel et des matériaux sans emploi hors du chantier : cent cinquante (150) euros par jour de retard constaté à compter de l'expiration du délai de mise en demeure visé à l'article 37 du CCAG Travaux.

18.3.5 Délai de remise de prestations en cours d'exécution

Les délais de remise :

- des plans d'exécution,
- des notes de calcul,
- des études de détail,
- des plans d'atelier et de chantier (PAC),
- des échantillons ou cahiers d'échantillons,
- des estimations en plus ou en moins des travaux modificatifs ou travaux supplémentaires,

sont fixés au cours des réunions de chantier et indiqués au compte-rendu de ces dernières. A défaut, ces délais sont de 15 jours maximum.

18.3.6 Retenues pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

Le défaut de remise des documents composant le DOE dans le délai précisé à l'article 23.4 du présent CCAP, ou la remise d'un dossier incomplet, entraînera l'application d'une retenue de 5% du montant global de son marché hors taxe avec un minimum de 500 € HT et un maximum de 1 000 € HT sera prélevé sur le dernier acompte du titulaire, selon les modalités prévues à l'article 19.3 du CCAG Travaux.

Chaque jour de retard supplémentaire donnera lieu à l'application d'une retenue provisoire supplémentaire de cent (100) euros et ce, jusqu'à remise du dernier document manquant.

Cette retenue est transformée en pénalité si les documents manquants ne sont pas fournis et acceptés lors de l'établissement du décompte général.

18.3.7 Pénalités pour non-respect des dispositions visées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, des pénalités pourront être appliquées en cas de non-respect des dispositions visées aux articles L.8221-3 à 5 du Code du travail relatifs au travail dissimulé.

Cette pénalité, égale à cent euros (100) par jour calendaire de retard, ne pourra excéder 10% du montant H.T. du marché, ni dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail, à savoir 45 000 € porté à 75 000 € en cas de travail dissimulé de mineur.

Celle-ci sera appliquée dès lors que le titulaire du marché ne se sera pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 5 du Code du travail, après injonction adressée par le Maître d'ouvrage sur information écrite transmise par un agent de contrôle visé à l'article L.8271-7 du Code du Travail.

Cette mise en demeure sera transmise par recommandé avec accusé de réception et l'entreprise devra y déférer dans un délai de 15 jours à compter de sa réception.

Le cas échéant, l'agent en charge du contrôle en sera informé et le Maître d'ouvrage pourra alors appliquer les pénalités sus visées ou rompre le contrat sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

18.3.8 Pénalités pour non-respect des engagements figurants dans le mémoire technique

En cas de non-respect d'un engagement figurant dans le mémoire technique, le titulaire pourra encourir, sur simple observation du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, une pénalité de cent (100,00) Euros assortie de l'obligation de se mettre en conformité dans un délai inscrit dans la mise en demeure adressée au titulaire lui demandant de se mettre en conformité. Dans le cas où ce délai ne serait pas respecté, il sera fait application d'une pénalité journalière de 150 Euros. L'application ou la non application de ces pénalités ne préjuge en rien de l'application d'une réfaction éventuelle du prix dans le cadre d'une réception avec réfaction.

18.3.9 Pénalités pour détérioration et / ou destruction de biens ou supports appartenant au Maître d'ouvrage

En cas de détérioration et / ou destruction de biens ou supports appartenant au Maître d'ouvrage, le titulaire, en plus de l'obligation de prise en charge des réparations, sera assujéti à une pénalité de deux cents (200,00) Euros assortie de l'obligation de remettre en état dans un délai de 15 jours à compter de la constatation, faute de quoi il sera fait application d'une pénalité journalière de 400 Euros.

18.3.10 Destruction ou détérioration de bornes ou repères

En cas de destruction ou de détérioration de bornes ou repères, l'Entreprise en plus de l'obligation de remplacement et de réimplantation conformément au CCTP, sera assujéti à une pénalité de trois cents (300) € HT par borne ou repère détérioré.

18.3.11 Pénalité pour non-respect des clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, une pénalité forfaitaire de 100 € pourra être appliquée par infraction observée en cas de non-respect des clauses environnementales prévues au marché.

18.3.12 Pénalité pour non-respect des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité

Une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 euros pourra être appliquée à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes.

Cette pénalité s'applique par manquement constaté.

CHAPITRE D : REALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 19. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

19.1 Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions du dit CCTG

Les produits indiqués au CCTP par leur marque, modèle, type ou référence :

- avec la mention "ou équivalent" ont été sélectionnés pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement à l'utilisation, leur aspect, leurs qualités et constituent une référence. Le titulaire ne peut poser un produit équivalent en lieu et place du produit prescrit qu'après accord du maître d'ouvrage, s'il en a clairement indiqué les références (marque, modèle, type) dans la fiche de renseignements techniques jointe à son offre et démontré l'équivalence. Tout produit non référencé dans l'offre du titulaire est réputé correspondre à la prescription du CCTP.
- sans la mention "ou équivalent" correspondent à des produits ou des matériels qui équipent les locaux ou installations existants et constituent une continuité d'équipement imposée pour des raisons d'esthétique, de maintenance ou de compatibilité de raccordement. Le titulaire doit, dans ce cas, poser le produit prescrit au CCTP.

19.2 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par le maître d'œuvre.

19.3 Réemploi de certains matériaux, appareillages et équipements

Le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réservent le droit d'imposer au titulaire le réemploi de certains matériaux, appareillages et équipements.

19.4 Réception, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits sur le site

Le titulaire est responsable de la réception des marchandises qu'il se fait livrer sur le site ainsi que de leur manutention et conservation à l'abri des chocs, vols et intempéries. Il est de même responsable de tous produits confiés par le maître d'ouvrage ou déposés par ses soins en vue d'un réemploi ultérieur.

Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer cette responsabilité qui sera effective jusqu'à la réception du chantier.

Le titulaire désignera, parmi son personnel, un préposé chargé de la réception des marchandises sur le site, lors des livraisons, dont il communiquera l'identité au maître d'ouvrage.

Si le titulaire fait livrer des marchandises sur le lieu des magasins du maître d'ouvrage, il sera tenu de l'en avertir et de se conformer aux horaires qui lui seront indiquées par ce dernier.

Aucune marchandise livrée pour le compte du titulaire ne sera réceptionnée par les services du maître d'ouvrage.

Le titulaire mettra en œuvre, à ses frais, le matériel nécessaire au déchargement et à la manutention des marchandises y compris lors des manutentions sur le chantier.

Aucun matériel de manutention ne sera mis à la disposition du titulaire par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire un local pour le stockage de ses matériaux, ce dernier en assure à ses frais la fermeture à clé, le nettoyage et la remise en état éventuelle si des dégradations ont été occasionnées par son utilisation.

ARTICLE 20. IMPLANTATION DES OUVRAGES

20.1 Tracé des découpes dans les ouvrages existants

Dans le cas où les travaux du titulaire comprennent des découpes ou percements dans les ouvrages existants (cloisons, planchers haut et bas, structures) celui-ci sera responsable du tracé de ces découpes ou percements ; il sera tenu au préalable de vérifier la présence de réseaux encastrés au moyen du matériel de détection approprié, d'en assurer le repérage et la mise hors service ou le dévoiement.

Dans le cas où un réseau en service est endommagé lors de la réalisation des découpes ou percements effectués par le titulaire, celui-ci est tenu d'en effectuer, sans délai et à ses frais, la réparation et la remise en service

ARTICLE 21. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX – VERIFICATION PREALABLE

Le titulaire est censé, avant la remise de son offre :

- a) avoir eu toute liberté pour faire les recherches qui lui semblaient utiles pour la reconnaissance des ouvrages existants.
- b) avoir pris connaissance des lieux ainsi que de l'ensemble des sujétions et difficultés inhérentes au chantier, à ses accès et à son environnement.
- c) avoir pris connaissance de tous les plans et documents nécessaires à la réalisation des travaux et demandé tous renseignements utiles en relation avec l'exécution des travaux.
- d) avoir vérifié les quantités portées sur le cadre de décomposition du prix global forfaitaire qui lui a été remis.

Il ne pourra se prévaloir lors de l'exécution des travaux d'aucune indemnité en raison de la méconnaissance des lieux, des ouvrages existants ou à réaliser, ainsi que d'erreurs sur les quantités.

ARTICLE 22. ORGANISATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

22.1 Période de préparation

Il est prévu une période de préparation de 1 mois.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins des titulaires :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 5 jours à compter du début de cette période ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et à l'OPC des éventuelles adaptations souhaitées sur le programme détaillé d'exécution des travaux joint au DCE, dans le délai de 5 jours à compter du début de cette période ; toutefois, la maîtrise d'œuvre n'a aucune obligation d'intégrer ces demandes de modifications ;

- Établissement du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre et au bureau de contrôle des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 34 ;
- Remise au maître d'œuvre et au bureau de contrôle de l'ensemble des fiches produits et échantillons demandés au cours de la période de préparation selon la liste établie par l'architecte et ses bureaux d'études. **Cette liste devra faire l'objet d'une validation du maître d'ouvrage au préalable du VISA du maître d'œuvre.**
- Repérage des bâtiments constitutifs du site existant et de l'organisation du chantier,
- Obtention des autorisations diverses et occupation de voiries,

Les stipulations du CCAG sont seules applicables :

- L'entrepreneur établit les plans d'exécution et les notes de calculs

Il fournira en outre au coordonnateur SPS désigné par le maître de l'ouvrage :

- Les éléments nécessaires à la constitution du Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
- Tous les renseignements utiles à la mise à jour du Plan Général de coordination qui sera mis à jour tout au long du chantier par le coordonnateur SPS conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.
- Poursuite de l'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de **30 jours** à compter de la notification du marché.

- Établissement et remise au maître d'œuvre d'une décomposition prévisionnelle mois par mois des paiements au titre du marché. Cette décomposition sera faite à partir du calendrier contractuel des travaux établis par l'OPC.
- Démarches et obtention des autorisations nécessaires auprès des services publics ou services locaux, et établissement des DICT.

Le maître d'œuvre, après avoir visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionne le démarrage des travaux, étant informé par le coordonnateur de l'intégration des PPSPS (Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé) des entreprises dans le Plan Général de Coordination, et après avoir vérifié que les obligations édictées au Code du Travail sont remplies, avise par écrit le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie au titulaire du marché copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Ainsi, l'exécution des travaux ne peut pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

22.2 Calendrier détaillé d'exécution

22.2.1 Etablissement du calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose chaque phase de travaux, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne, ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) du chantier, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard 15 jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service

aux titulaires de chacun des lots. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 18.1.4 du CCAG Travaux s'applique.

22.2.2 Notification et mise à jour du calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est notifié, par ordre de service, aux entrepreneurs, au plus tard avant l'expiration de la période de préparation ou à l'issue de la première réunion de chantier si aucune période de préparation n'est prévue.

Chaque entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées par le calendrier détaillé d'exécution. Tout retard du lot considéré ou perturbation de la bonne marche du chantier dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots est sanctionné par l'application de pénalités dans les conditions définies à l'article 18.3 du présent CCAP.

Au cours du chantier, le maître d'œuvre, avec l'accord de l'entrepreneur concerné, peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots, éventuellement prolongé par décision du maître d'ouvrage.

Le calendrier détaillé d'exécution modifié est élaboré suivant les mêmes modalités que le calendrier initial énoncé précédemment.

22.3 Rendez-vous de chantier

Le titulaire est tenu d'assister au rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou par le coordinateur OPC. Le titulaire peut déléguer une personne ayant pouvoir pour engager son entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires sur le chantier. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

De même, il est tenu de se rendre, en dehors des rendez-vous de chantier, dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis.

Dans le cas d'un groupement, l'obligation ci-dessus s'applique au mandataire et à chacun de ses cotraitants.

Chaque rendez-vous de chantier fait l'objet d'un compte-rendu, faisant mention des présences, des absences, des convocations au rendez-vous suivant et sur lequel, suivant le cas, le maître d'œuvre ou le coordinateur OPC inscrit toutes instructions et observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.

Le titulaire est tenu, à chaque rendez-vous de chantier de notifier ses observations ou réserves éventuelles relatives au compte-rendu du rendez-vous précédent. Si aucune observation ou réserve n'est formulée, les instructions et observations figurant au compte-rendu sont réputées acceptées par le titulaire.

Les instructions portées par le maître d'œuvre sur les comptes rendus ont valeur d'ordre d'exécution.

Toutefois si ces instructions impliquent des dépenses, le titulaire établira un devis en plus ou moins-value qu'il soumettra au contrôle du maître d'œuvre qui demandera un accord au maître d'ouvrage avant réalisation des travaux.

Le compte-rendu sera adressé au titulaire après chaque rendez-vous de chantier.

22.4 Transmission des documents

Le titulaire devra impérativement transmettre une copie de l'ensemble des documents, qu'il adressera aux titulaires des autres lots, au contrôleur technique, au coordinateur OPC, au maître d'œuvre, ainsi qu'au maître d'ouvrage s'il le demande ou si son avis est requis.

Les documents envoyés ou remis seront accompagnés d'un bordereau de transmission sur lequel figurera l'ensemble des destinataires.

22.5 Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail

Les plans d'exécution, études de détails, assortis des notes de calculs correspondantes, sont établis par le titulaire et soumis, 15 jours au moins avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent, à

l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner au plus tard 10 jours après leur réception avec ses observations éventuelles.

Une copie de ces documents devra être adressée, par le titulaire, pour avis, au contrôleur technique.

De même, préalablement à la mise en œuvre de matériaux ou d'équipement faisant l'objet de procès-verbal de classement ou de techniques faisant l'objet d'agrément, le titulaire devra faire parvenir, pour avis, au contrôleur technique les procès-verbaux ou agréments datant de moins de 5 ans.

Dans le cas où le titulaire est appelé à intervenir en dehors de la zone chantier, sur les locaux ou installations existantes en exploitation, il devra adresser au maître d'ouvrage, 15 jours au moins avant la date prévue de son intervention, une demande d'autorisation d'intervention suivant le modèle qui lui sera remis.

22.6 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au Chantier.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

De manière générale, le titulaire ne pourra demander une quelconque indemnité fondée sur l'action du coordonnateur. Les frais de chantier afférents à son intervention sont réputés inclus dans les prix du marché.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelques soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

22.7 Réglementations particulières liées à la réalisation du chantier en site occupé

Les contraintes particulières liées à la réalisation du chantier en site occupé sont mentionnées dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.) et le CCTP.

22.8 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques y compris à l'intérieur du chantier par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

22.9 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 47 ou 49 du CCAG-Travaux, le Pouvoir adjudicateur pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

22.10 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail – Qualification

22.10.1 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Suivant les prescriptions de l'article 6 du CCAG – Travaux.

22.10.2 Qualification de la main d'œuvre employée

Le titulaire devra employer sur le chantier une main d'œuvre possédant la qualification correspondant à la catégorie de travaux qui lui est confiée.

Sur requête du maître d'œuvre, le titulaire sera tenu de présenter les pièces attestant de la qualification des personnes employées sur le chantier.

Il devra avoir en permanence sur le chantier un représentant qualifié désigné comme chef de chantier, capable d'assurer l'encadrement de son personnel ouvrier, de ses sous-traitants éventuels et la bonne exécution des travaux.

A la demande du maître d'œuvre, le titulaire devra remplacer la main d'œuvre jugée insuffisamment qualifiée sans que ceci ne l'autorise à bénéficier d'un allongement des délais contractuels.

Le titulaire devra satisfaire aux demandes analogues formulées par le maître d'ouvrage.

22.11 Organisation, installation, Sécurité et hygiène des chantiers

22.11.1 Lieux et installations mis à disposition par le maître d'ouvrage

- Aucun lieu à l'intérieur des bâtiments, en dehors de la zone en chantier, ne sera mis à la disposition du titulaire qui devra disposer d'installations individuelles pour son personnel et le stockage de son outillage et de ses fournitures.
- Un emplacement, défini pendant la période de préparation par la direction technique de l'établissement, sera mis à la disposition du titulaire pour l'implantation de ses installations individuelles.
- Les bennes et containers à déchets réservés à l'activité hospitalière ne devront pas être utilisés pour y déposer les déchets provenant du chantier.
- Les installations sanitaires collectives de la zone en chantier, ou à proximité immédiate de cette zone, pourront être utilisées par le personnel du titulaire, charge à lui d'en assurer le nettoyage.
- Les fluides eau et électricité seront mis à la disposition du titulaire pendant la durée du chantier à titre gracieux.

- Pendant la durée du chantier le personnel du titulaire affecté sur le site aura la possibilité de prendre ses repas au restaurant du personnel de l'établissement, au tarif appliqué aux accompagnants ou visiteurs.

22.11.2 Installations collectives de chantier

Le personnel du titulaire sera tenu d'utiliser les installations collectives de chantier (vestiaire, réfectoire, sanitaire, ...) mises à la disposition des entreprises dans le cadre du chantier.

22.11.3 Installations individuelles de chantier

Le titulaire fera son affaire de ses installations individuelles nécessaires à l'exécution des travaux prévus à son lot.

La surface de ces installations et leur implantation devront être soumis pour accord à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS et figurer sur le plan d'installation de chantier.

La mise en place, l'entretien et le repliement de ces installations restent à la charge du titulaire.

22.11.4 Répartition des dépenses de chantier

22.11.4.1 Dépenses d'investissement :

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne, qui en assurera la charge.

Nature des dépenses	Titulaire en ayant la charge
Plan d'installation de chantier	Lot n° 1
Fourniture et mise en place d'une clôture de chantier avec portails, portillons et cadenas ou serrures	Lot n° 3
Raccordement électrique des engins de chantier compris toutes fournitures	Lot n° 6
Fourniture et pose d'une signalisation du chantier interdisant l'accès au public par un panneau placé au niveau de l'accès du chantier	Lot n° 2

La dépose et l'enlèvement des installations décrites ci-dessus incombent au titulaire du lot auxquelles elles sont affectées.

22.11.4.2 Dépenses communes

Les dépenses communes comprennent :

- a - les dépenses de gardiennage
- b - les dépenses d'assèchement éventuel, compris mise en œuvre des équipements nécessaires, suivant les demandes des intervenants en fonction des conditions climatiques et de la mise en œuvre des différents ouvrages.
- c - les dépenses de nettoyage selon les dispositions suivantes :
 - location et mise en place de bennes à ordures, en tenant compte des dispositions de tri sélectif, compris vidage périodique.
 - nettoyage hebdomadaire du chantier ou d'une portion de chantier à la charge d'un lot désigné parmi les lots présents sur le chantier, mentionné au compte-rendu de chantier ou d'OPC.

Il est toutefois précisé :

- qu'il incombe à la charge du titulaire de chacun des lots de procéder :

- au nettoyage après chaque intervention et au minimum une fois par semaine compris évacuation des gravas propres au lot jusqu'au lieu de stockage ou dans la benne mise à disposition,
- au nettoyage et remise en état des installations salies ou détériorées.
- **que si le nettoyage hebdomadaire n'est pas réalisé ou non satisfaisant, il sera fait appel à une entreprise extérieure et le coût en sera imputé à ou aux entreprises à laquelle ou auxquelles il en incombait la réalisation, sous forme d'une pénalité et déduit de l'acompte mensuel de la dite ou des dites entreprises.**
Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, la ou les entreprises ne seront pas exonérées de cette pénalité qui sera payable intégralement.
- que le nettoyage des voiries et parking sera pris en charge par le lot n°3

Ces dépenses communes sont réputées rémunérées par les prix des marchés conclus avec les titulaires de chacun des lots et seront imputées au compte inter-entreprises.

22.11.4.3 Dépenses de réparation

Les dépenses afférentes aux remises en état (dégradations ou vol), restent à la charge des lots concernés jusqu'à la réception des ouvrages.

S'il est créé, le comité de gestion du compte inter-entreprises pourra à la demande d'un titulaire concerné, adopter le principe d'une prise en charge dans le cas de circonstances exceptionnelles et à conditions que :

- l'auteur des dégradations et des détournements ne puisse être découvert,
- les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé,
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels particulièrement onéreux demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs du titulaire chargé de leur mise en œuvre.

22.11.4.4 Compte inter-entreprises

Pour la gestion des dépenses communes, il sera formé un comité de gestion du compte inter-entreprises dont les membres seront désignés parmi les titulaires des lots les plus importants.

Les membres de ce comité désigneront parmi eux un président qui gérera, engagera, réglera et procédera à la répartition des dépenses communes selon les dispositions arrêtées par le comité.

Il établira avec les titulaires de chacun des lots une convention et en communiquera un exemplaire pour information au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. Cette convention devra être établie avant la fin du délai de préparation.

En cas de litiges, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS peuvent à la demande des titulaires jouer le rôle de médiateurs.

Pour couvrir les frais de gestion du compte inter-entreprises, le gestionnaire de ce compte ne pourra percevoir plus de 2% du total des dépenses engagées à ce compte.

22.11.5 Sécurité et discipline du chantier

Le titulaire assure, sous la responsabilité de son préposé ou représentant, la sécurité et la discipline du chantier.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire observer la discrétion à l'égard des hospitalisés que son personnel serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement.

Il est rappelé que le règlement intérieur de l'hôpital interdit l'introduction, dans les services, de boissons alcoolisées et d'objets dangereux ainsi que tout acte de commerce avec les hospitalisés et qu'il est interdit de fumer à l'intérieur des locaux de l'établissement.

22.12 Locaux témoins et échantillons

22.12.1 Echantillons

Le titulaire sera tenu de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage en vue de définir les choix de matériels ou de coloris.

Les échantillons remis par le titulaire seront déposés dans un local défini par le maître d'œuvre. Le titulaire en restera propriétaire et sera responsable de leur conservation ; il devra les récupérer avant le repliement des installations de chantier. Tout échantillon non récupéré ne pourra faire l'objet de réclamation du titulaire auprès du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

22.13 Documents nécessaires au titulaire

Le titulaire pourra se procurer, à ses frais, des exemplaires supplémentaires des documents qui lui ont été remis lors de la consultation auprès de la société ayant procédé à la reproduction des dossiers de consultation.

Le maître d'œuvre mettra à la disposition du titulaire, à sa demande, le fichier informatique des documents techniques (plans, tableaux,...) établis sous cette forme.

En cas de modification de ces documents, en cours d'exécution des travaux, le maître d'œuvre se chargera de leur mise à jour et adressera au titulaire un exemplaire des documents modifiés sous forme informatique.

Les plans étant réalisés avec le logiciel AUTOCAD, le titulaire devra disposer du logiciel lui permettant de lire les plans et d'y porter des compléments ou modifications notamment dans le cadre de l'élaboration des DOE à sa charge.

Le titulaire devra s'assurer que son représentant aux réunions de chantier ainsi que son personnel chargé de l'exécution des travaux dispose en permanence des documents techniques à jour.

ARTICLE 23. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

23.1 Essais et contrôles des ouvrages

23.1.1 Contrôle technique

Le titulaire devra l'assistance de son personnel au contrôleur technique dans le cadre des vérifications et contrôles que ce dernier sera amené à réaliser sur site.

La fourniture des documents, échantillons, appareils de mesure et d'essais, des consommables nécessaires aux essais et contrôles ci-dessus, ainsi que les frais qui s'y rattachent sont à la charge du titulaire.

23.1.2 Autres essais et contrôles des ouvrages

Le maître d'œuvre peut prescrire des essais et contrôles en sus de ceux définis par les documents particuliers du marché.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, ces essais et contrôles supplémentaires seront à la charge du titulaire si ceux-ci permettent de mettre en évidence un défaut d'exécution des ouvrages ou des malfaçons.

Dans le cas contraire, ces essais et contrôles supplémentaires seront à la charge du pouvoir adjudicateur.

Au cas où il serait constaté que le titulaire n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais ou contrôles qui lui sont imposés, le maître d'œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais du titulaire.

Tous les procès-verbaux relatifs aux essais ou contrôles sont adressés par le maître d'œuvre au Pouvoir adjudicateur.

23.2 Mise à dispositions de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre possession, pour les exploiter, certains ouvrages achevés avant achèvement de l'ensemble des travaux.

23.3 Réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre, au vu de l'avancement des travaux, fixera la date des opérations préalables à la réception. Il en informera le titulaire en indiquant cette date sur le compte-rendu de chantier ; cette information vaudra convocation.

Les opérations préalables à la réception se dérouleront simultanément pour l'ensemble des lots.

Dans le cas où le maître d'ouvrage prendrait possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrage, avant achèvement de l'ensemble des travaux, ces ouvrages ou parties d'ouvrage feront l'objet d'une réception partielle avant prise de possession.

Réception avec réserves :

Le délai fixé, à compter de la date de réception avec réserves, pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes sera notifié au titulaire en même temps que la décision de réception avec réserves.

Ce délai est assorti des pénalités de retard telles que définies au point 18.3 du présent CCAP.

La levée des réserves est nécessairement matérialisée par une décision de levée des réserves notifiée au titulaire.

23.4 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet 5 jours ouvrés avant la date de réception l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés.

23.4.1 Documents à fournir

Le titulaire est tenu de fournir :

- les documents de récolement des ouvrages réalisés (D.O.E.),
- les procès-verbaux d'essais et de classement, les agréments des matériaux et matériels mis en œuvre,
- le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.)

et suivant la nature de son lot :

- les fiches techniques des matériaux mis en œuvre,
- le tableau de repérage, local par local des finitions murs, sols, plafonds,
- les plans et schémas de raccordement des installations avec repérage,
- les notices techniques descriptives, d'exploitation et de maintenance des matériels installés,
- les nomenclatures des pièces constituant les matériels installés.

Le titulaire prendra en compte les prescriptions particulières sur la forme et la présentation indiquées ci-dessous et le contenu de ces documents figurant au C.C.T.P. prescriptions communes et au C.C.T.P. de son lot.

23.4.2 Forme et présentation des documents

- a - les plans de récolement seront établis par le titulaire sous format informatique de type DWG. Un fichier de base, mis à jour par le maître d'œuvre, sera remis au titulaire sur support informatique. Ils comporteront la mention "RECOLEMENT" en gros caractère dans leur cartouche.

- b - les documents écrits, hors notices et fiches techniques constructeurs, seront établis par le titulaire sur tableur, base de données ou traitement de texte suivant le cas. Dans le cas où des modèles lui seraient remis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le titulaire sera tenu de s'y conformer.
- c - Les notices et fiches techniques, descriptives, d'exploitation et de maintenance devront correspondre au matériel installé. Si des copies de pages de catalogues fournisseurs sont remises, les références correspondant aux matériels installés seront surlignées. La remise de catalogues fournisseurs complets est à proscrire.
- d - Le certificat d'autocontrôle fait état des contrôles et essais effectués par le titulaire sur les installations qu'il a réalisées et en indique les résultats constatés et valeurs mesurées.
- e - Le rapport d'essais ou de recette fait état des essais ou recettes effectués à la demande du titulaire par un intervenant extérieur à l'entreprise ; il en indique les résultats et valeurs mesurées.
- f - L'ensemble des documents sera rédigé en langue française.
- g - Les pièces écrites seront établies au format A4 ; les pièces dessinées seront pliées au format A4. L'ensemble des pièces écrites et dessinées seront présentées, suivant leur quantité dans un ou plusieurs classeurs à anneaux. Des cartons intercalaires sépareront les documents par familles de document. Une étiquette au dos du classeur permettra d'en identifier le contenu. Il y aura au moins un classeur par exemplaire remis.
- h - Il sera établi un document de récolement par lot, notamment dans le cas où il a été attribué plusieurs lots à un même titulaire.
- i - De même il sera établi un document de récolement par corps d'état. Seront notamment séparés les documents concernant :
 - VRD
 - maçonnerie
 - serrurerie métallerie
 - plomberie – CVC
 - électricité
 - flocage

23.4.3 Remise des documents

Le titulaire est tenu de remettre le nombre de documents indiqué dans le tableau ci-dessous :

Document	Support papier	Support informatique	Destinataire
- Récolement lots bâtiment : D.O.E. (incluant procès-verbaux et agréments)	2	1	maître d'ouvrage
- Récolement lots techniques : D.O.E. (incluant procès-verbaux et agréments)	2	1	maître d'ouvrage
- Procès-verbaux et agréments	1		contrôleur technique
- D.I.U.O	1		maître d'ouvrage

Les D.O.E. seront remis à la maîtrise d'œuvre **au plus tard dans les 5 jours ouvrés avant la réception.**

Les exemplaires destinés au contrôleur technique et au coordonnateur SPS leur seront remis directement.

L'ensemble des documents transmis sera accompagné d'un bordereau en précisant le nombre et le contenu.

Les documents fournis après exécution ne seront acceptés qu'après vérification et validation de ceux-ci par le maître d'œuvre pour remise au maître d'ouvrage.

Tout dossier incomplet, comportant des erreurs ou ne respectant pas la présentation définie à l'article 23.4.3 du présent C.C.A.P. ne pourra être accepté et sera retourné à son auteur.

Le maître d'œuvre fournit l'ensemble de ses documents graphiques sous forme de fichiers aux formats WORD, EXCEL et PDF et les plans sous AUTOCAD 2015, versions actuellement en vigueur au sein de l'établissement.

Les plans de récolement seront sur fichiers informatisés, format DWG et PDF.

Passé les délais indiqués à l'article 40 du CCAG - Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire établir les documents manquants, sans mise en demeure préalable, aux frais et risques du titulaire.

23.5 Formation du personnel à l'exploitation des ouvrages

Les titulaires des lots techniques et d'équipements spéciaux auront l'obligation d'instruire et de former le personnel technique du maître d'ouvrage ou de l'entreprise désignée par lui à l'exploitation et à la maintenance des équipements installés.

Les modalités de ces formations, si elles ne sont pas précisées au C.C.T.P., seront définies, en temps voulu, en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et devront être réalisées avant la date des opérations préalables à la réception ou au plus tard dans le mois suivant celles-ci.

23.6 Garanties

23.6.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de la garantie de parfait achèvement court jusqu'à la plus tardive des deux dates ci-après :

- à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet de la réception,
- à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de notification au titulaire de la décision de levée des réserves.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, il n'est pas nécessaire que le délai de garantie de parfait achèvement soit prolongé par une décision explicite du représentant du pouvoir adjudicateur.

S'il subsiste des réserves non levées dans un délai d'un an à compter de la réception des travaux concernés, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé de fait jusqu'à la fin d'un délai de deux mois courant après la décision de levée de la dernière réserve.

Dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, éventuellement assortie de réserves, le maître d'œuvre met en place un cahier de suivi de parfait achèvement.

CHAPITRE E : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 24. RESILIATION

24.1 Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation du marché pour faute du titulaire sur le fondement de l'article 50.3. du CCAG-Travaux est précédée d'une mise en demeure de celui-ci de se conformer à ses obligations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure, à moins qu'un délai différent y soit mentionné.

Outre les cas de résiliation pour faute du titulaire énumérés à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le défaut de production, après mise en demeure restée infructueuse, de l'une ou l'autre des attestations visées à l'article ARTICLE 9 du présent CCAP pourra justifier la résiliation pour faute du marché.

24.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, premier alinéa, toute indemnisation du titulaire est exclue.

ARTICLE 25. NANTISSEMENT

Les marchés conclus pourront être nantis suivant les conditions des articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir au bénéficiaire du nantissement les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R2391-28 de ce même code, est Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Départemental Vendée.

ARTICLE 26. CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Il est convenu qu'en cas de litige, la juridiction compétente à saisir est le Tribunal Administratif de Nantes.

ARTICLE 27. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG auquel il est dérogé
1	2
2	4.1
14	9.1.1
14.1	9.3.2
18.1	18.1.1
18.3.1	19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4
18.3.2	19.2.3

Article du CCAP	Articles du CCAG auquel il est dérogé
22.8	34.1
22.11.4.2	19.2.1
23.1.2	38
23.3	41.1
23.4	40
23.6	44.2
24.2	50.4

Fait à la Roche sur Yon le **16 FEV. 2024**

Le Directeur des Ressources Matérielles et
Patrimoine du CHD Vendée, Etablissement
support du GHT Vendée



T. BENHASSAN

